

DÉCEMBRE 1988



30000205388

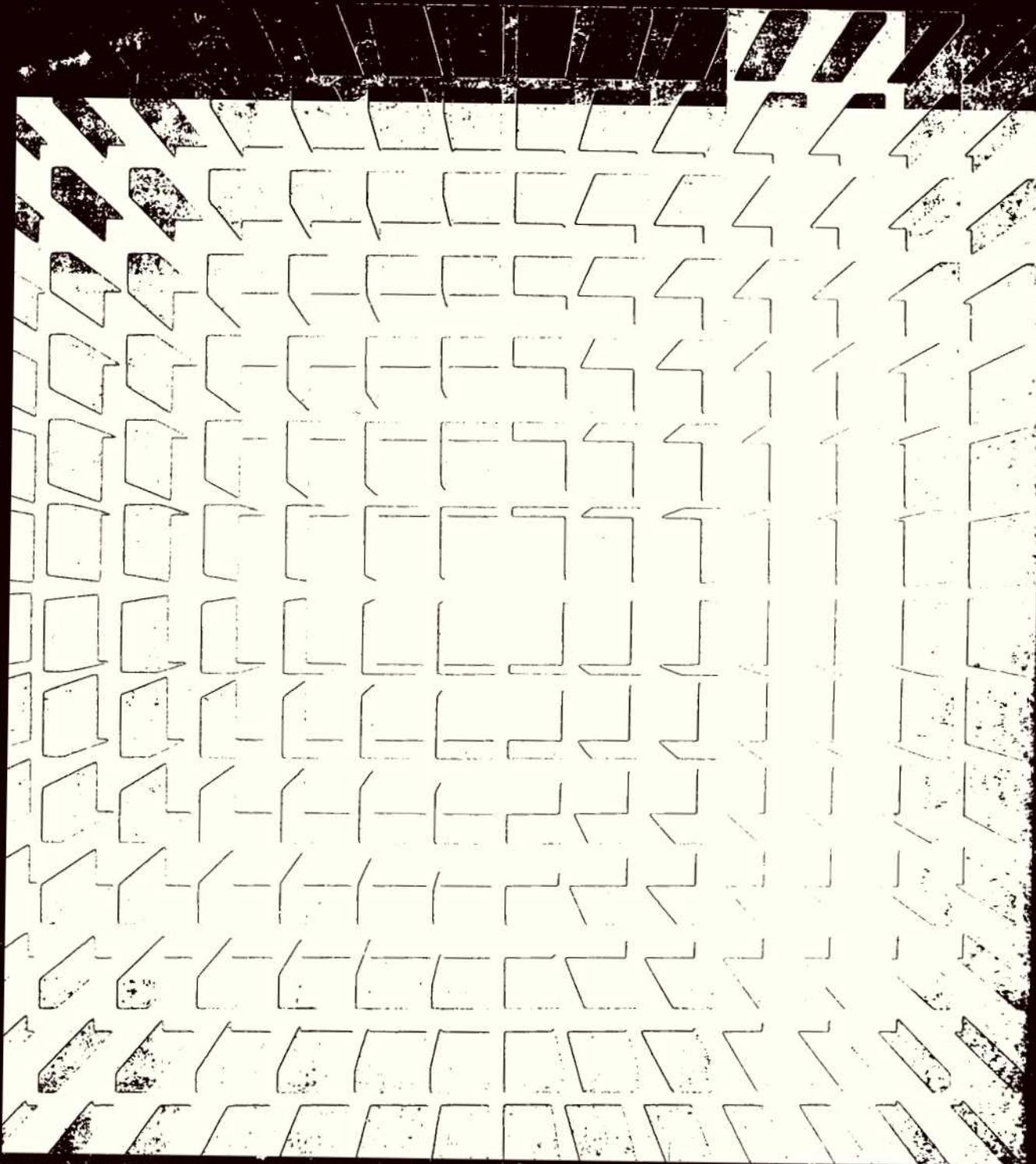
Note de conjoncture de l'INSEE.
Supplément a: tendances de la conj
No 000004 1988 12 00
INSEE-BIBC P FRA 1110St

OTE

(Collection n° 2)

ONCTURE

DE L'INSEE



INSEE

INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE ET DES ÉTUDES ÉCONOMIQUES

NOTE DE CONJONCTURE DE L'INSEE

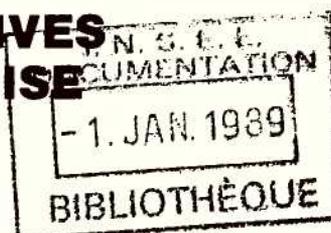
Supplément à Tendances de la Conjoncture

République Française / Ministère de l'Économie, des Finances et du Budget / Institut National de la Statistique et des Études Économiques / Directeur général : M. Jean-Claude MILLERON / Direction générale : 18, bd Adolphe-Pinard, 75675 Paris Cedex 14 / Directions régionales : Bordeaux, Clermont-Ferrand, Dijon, Lille, Limoges, Lyon, Marseille, Montpellier, Nancy, Nantes, Orléans, Paris, Poitiers, Reims, Rennes, Rouen, Strasbourg, Toulouse. Services Régionaux : Ajaccio, Amiens, Besançon, Caen.

SOMMAIRE

DECEMBRE 1988

SITUATION ET PERSPECTIVES DE L'ÉCONOMIE FRANÇAISE



VUE D'ENSEMBLE

THEMES

I	La portée des mécanismes d'accélération dans la conjoncture présente	11
II	L'impact conjoncturel des finances publiques	17
III	Les décalages conjoncturels entre la France et ses principaux partenaires	23

FICHES

1	Le prix des matières premières	36
2	Les coûts et les prix dans l'industrie manufacturière	40
3	La production	42
4	Les stocks de produits manufacturés	45
5	L'investissement productif	46
6	Les capacités de production	48
7	La productivité du travail	50
8	L'emploi	51
9	Le chômage	54
10	Les salaires dans les secteurs privé et public	57
11	Le revenu des ménages	61
12	La consommation	65
13	Les prix de détail	70
14	Les échanges extérieurs de produits manufacturés	74
15	Les soldes extérieurs	78
16	Les administrations publiques	80
17	Les actifs financiers	86
18	Les taux d'intérêt	88

Annexes :

Des prévisions aux réalisations	90
Le compte associé	92

PROCHAINES PARUTIONS DES CAHIERS DE GRAPHIQUES

- N° 31 du cahier 1 (bleu) : 29 décembre 1988
- N° 27 du cahier 2 (vert) : début février 1989

AVERTISSEMENT

Cette note analyse la situation actuelle de l'économie française et son évolution probable sur les six mois à venir. Elle comporte un chiffrage en termes de comptes nationaux trimestriels. Tous les chiffres relatifs au dernier trimestre 1988 et au premier semestre 1989 ont un caractère prévisionnel, tandis que ceux relatifs au troisième trimestre 1988 sont souvent provisoires. Les principales hypothèses ont été arrêtées environ un mois avant la parution de cette note, l'hypothèse sur le cours du dollar étant, comme à l'accoutumée, conventionnelle.

Trois parties distinctes composent cette note de conjoncture :

- une vue d'ensemble ;
- des fiches qui regroupent les diagnostics conjoncturels portés sur les principaux domaines de l'économie nationale ;
- et, de façon intermédiaire, trois thèmes d'actualité qui visent à préciser l'origine et l'ampleur relative du regain actuel de dynamisme de l'économie française.

CONVENTIONS

Les trimestres sont repérés par les chiffres 1, 2, 3, 4 ; les semestres par I, II.

Les tableaux comportent des glissements semestriels pour les années 1987 et 1988 ainsi que pour la première moitié de 1989 : il s'agit de glissements semestriels-trimestriels ou parfois semestriels-mensuels (voir la note de février 1988 pages 10 et 11 pour plus de détails). Ils présentent également pour les années 1986, 1987 et 1988 les glissements annuels (annuels-trimestriels ou annuels-mensuels dans certains cas) ainsi que les moyennes annuelles.

Mds : Milliards de Francs

Source : La plupart des chiffres cités proviennent de l'INSEE, et notamment des comptes nationaux trimestriels

rédaction achevée le 11 décembre 1988

Le service de la Conjoncture de l'INSEE souhaite la meilleure utilisation et la plus large diffusion de ses publications. Toute reproduction est donc autorisée. Cependant, dans l'intérêt même des lecteurs, citations ou références doivent être suffisamment explicites pour éviter des confusions sur les hypothèses et raisonnements qui fondent l'analyse.

Vue d'ensemble

Le PIB marchand, évalué aux prix de 1980, augmenterait en 1988 de 3,5 % en moyenne par rapport à 1987 : un tel rythme n'a pas été atteint depuis 1976. La croissance s'est faite plus forte au printemps 1987 et s'est poursuivie depuis à un rythme soutenu. Le premier semestre 1989 se situerait dans la prolongation de cette tendance avec toutefois un léger tassement en fin de semestre.

Le supplément de croissance dont bénéficie l'économie française est imputable au dynamisme des exportations et à l'accélération de l'investissement. Pour les entreprises, ce dernier serait supérieur d'environ 8 % à ce qu'il fut en 1987. Il devrait poursuivre sa croissance

au début de 1989, sur un rythme toutefois plus modéré. Après une vive reprise au deuxième semestre 1987, les exportations françaises ont poursuivi une progression rapide tout au long de 1988, accélérant même en fin d'année. Elles contribuent ainsi largement à la croissance du PIB (1,9 point sur 3,5 en 1988).

Ce regain de dynamisme entraîne une amélioration de la situation de l'emploi ; en 1989, l'emploi manufacturier pourrait même augmenter légèrement et le taux de chômage passer en dessous de 10 %. Mais ces évolutions favorables ont pour contrepartie une croissance très rapide des importations qui détériore le solde extérieur des produits manufacturés.

*
* * *

Biens et services marchands : équilibre ressources-emplois aux prix de 1980											
Taux de croissance en %											
	Glissements semestriels					Glissements annuels			Moyennes annuelles		
	87.I	87.II	88.I	88.II	89.I	1986	1987	1988	1986	1987	1988
PIB marchand	1,1	1,8	1,5	1,8	1,3	2,0	3,0	3,3	2,2	2,4	3,5
Importations	5,6	5,0	2,9	4,7	2,5	4,0	10,8	7,8	7,3	6,4	7,6
Total des ressources ou des emplois	2,1	2,5	1,9	2,4	1,6	2,4	4,7	4,3	3,3	3,3	4,5
Consommation des ménages	1,1	2,0	0,3	1,9	1,0	2,7	3,1	2,2	3,5	2,4	2,6
FBCF totale	1,6	3,0	3,5	2,1	2,0	2,8	4,7	5,6	2,9	3,5	6,1
<i>dont : SQS-EI</i>	2,7	4,2	3,7	2,5	2,3	3,3	7,0	6,3	3,3	4,4	7,7
<i>ménages</i>	-0,7	0,9	3,2	1,3	1,1	-0,5	0,2	4,6	-1,0	0,9	3,3
Exportations	0,0	6,4	2,0	2,7	2,8	-1,6	6,4	4,8	-0,7	1,7	7,0
Variations de stocks en contribution au PIB	1,3	-0,7	0,7	0,5	0,0	-	-	-	0,9	0,8	0,4
Demande intérieure totale	2,6	1,5	1,8	2,4	1,2	3,6	4,2	4,2	4,4	3,7	3,8

NB : L'équilibre emplois-ressources des produits manufacturés figure dans le compte associé qui se trouve en annexe (page 93).

Des conditions propices...

Depuis maintenant près de deux ans, le total des emplois de biens et services marchands progresse sans discontinuer à un rythme annuel de 4 % à 5 %. Le redressement de la consommation en 1985, l'accélération de l'investissement à partir du deuxième trimestre 1987, le boom de la demande mondiale du second semestre 1987 et le regain de la demande de logements neufs au début de 1988 sont venus, les uns après les autres, accroître le courant des affaires et améliorer les anticipations des entreprises. Dans les enquêtes de conjoncture sur l'activité industrielle, les indicateurs de demande (carnets de commande ; tendance de la demande) et de climat (perspectives générales) sont à un niveau élevé ou continuent de s'améliorer dans tous les secteurs. La demande étrangère est très dynamique. De façon particulièrement nette au second semestre 1987, la demande intérieure des pays de l'OCDE, stimulée par les gains de revenu procurés par le contre-choc pétrolier, a progressé en moyenne plus vite que la demande intérieure totale française. Ce décalage conjoncturel négatif pourrait toutefois s'être retourné à la mi-1988.

Par ailleurs, les coûts de production ont évolué très modérément jusqu'à la mi-1988. Depuis lors ils enregistrent une accélération dans l'industrie manufacturière du fait de la hausse passée des prix des matières premières importées (+ 16 % au premier semestre ; + 12 % au second). Ce phénomène s'accroît encore un peu au premier semestre 1989, la baisse attendue des cours mondiaux ne devant être répercutée qu'avec retard. A l'inverse la hausse prévisible du prix de l'énergie importée au cours du premier semestre 1989 pourrait être partiellement absorbée par les raffineurs et les utilisateurs industriels, qui ont laissé se gonfler leurs marges lors des baisses enregistrées à partir de 1986. Par ailleurs, le coût salarial unitaire dans l'industrie manufacturière continuerait de baisser en 1988 et au début de 1989, à un rythme qui s'atténue progressivement du fait du ralentissement de la productivité du travail à partir de la mi-1988 : la hausse encore modérée du salaire moyen par tête restera donc inférieure aux gains de productivité.

... à la croissance de la production ...

Ces éléments stimulent la production qui a connu au premier semestre 1988 la poursuite de l'accélération engagée au second semestre 1987. Depuis lors le rythme de croissance s'atténue mais devrait rester soutenu, soit à peine inférieur à 2 % au second semestre 1988 et au premier semestre 1989 pour la seule industrie manufacturière. Dans les dernières enquêtes de conjoncture, les industriels prévoient également un maintien de la croissance au rythme actuel.

... et de ses facteurs...

La persistance d'une activité soutenue entretient, au moins à court terme, la demande de facteurs de production par les entreprises. Il est toutefois délicat d'évaluer avec précision les délais nécessaires pour que les rythmes de progression des stocks, des équipements et de l'emploi s'adaptent par une accélération momentanée à un taux de croissance de l'activité plus élevé. Des délais de plusieurs types se cumulent : celui qui s'écoule avant que soient utilisés au maximum les équipements installés ; celui dont ont besoin les chefs d'entreprises pour se convaincre que le nouveau rythme de croissance peut être durable et justifie un accroissement plus rapide des capacités de production rentables ; celui enfin qui est nécessaire pour matérialiser cette évolution. S'il est peu contestable qu'une phase d'accélération s'est engagée depuis 1987, il est plus délicat d'en apprécier l'état d'achèvement et de mesurer l'écart qui nous sépare d'une future et normale décélération.

... qui ont enregistré des phénomènes d'accélération.

Ainsi les variations de stocks qui ont largement contribué à la croissance du PIB marchand en 1987 (0,8 point sur 2,4) auront une bien moindre contribution en 1988 (de l'ordre de 0,4 point sur 3,5). Celle-ci masque toutefois le fort mouvement de stockage survenu dans l'ensemble des branches industrielles au premier semestre. Dans l'industrie manufacturière, la contribution des stocks sera donc encore forte en 1988, en moyenne annuelle. Cependant les variations de stocks tendent à se stabiliser depuis cet été et l'accélération de la demande imputable

aux stocks paraît s'être interrompue. L'ajustement des stocks outils au niveau désiré aurait donc été à peu près réalisé dans la plupart des secteurs.

Au premier semestre 1988, l'investissement a connu une accentuation de la vive croissance engagée au printemps 1987. La progression de la FBCF totale devrait rester soutenue sur le second semestre 1988 et le premier semestre 1989 (de l'ordre de 1 % par trimestre en moyenne). Le taux d'investissement des entreprises continuerait de se redresser, mais de façon moins rapide qu'à la fin 1987 et au début 1988.

L'investissement productif, particulièrement dynamique en début d'année, conserverait un rythme rapide qui irait toutefois en s'atténuant au cours de l'année 1989. C'est ce que laissent préger, notamment, les premiers résultats de l'enquête "investissement" de novembre 1988 : les programmes d'équipement envisagés par les industriels pour 1989 ont été revus à la hausse depuis l'enquête de juin et leur progression pour l'an prochain s'annonce forte même si elle est en retrait par rapport à celle qui devrait être réalisée cette année.

En effet, dans l'industrie, les taux d'utilisation des capacités de production sont encore élevés, à des niveaux proches de ceux de l'année 1980, et la proportion des industriels, dans les enquêtes trimestrielles, qui font état de goulots de production dus à l'insuffisance des équipements a vivement augmenté depuis 1987. Les capacités de production, qui avaient presque stagné à l'image de la production de 1981 à 1985, ne se sont pas développées autant que l'activité depuis son redressement. Le stock de capital n'a connu d'accélération significative qu'à compter de 1987 et son rythme de croissance 1/ apparaît relativement modeste (entre 2 % et 2,5 % en 1988) en dépit de la vigueur de l'investissement : les déclassements, rendus nécessaires par le vieillissement ou l'obsolescence des équipements, restent importants et ce n'est qu'à partir de l'enquête "investissement" de juin qu'un redressement notable de la part des investissements de capacité est observé.

1/ La variation du stock de capital, ou investissement net, s'obtient en déduisant les déclassements du montant de l'investissement brut

En outre, les résultats des entreprises continuent de progresser : entre les premiers semestres de 1988 et 1989, le taux de marge des entreprises augmenterait encore de 0,5 à 1 point, les charges salariales progressant moins vite que la valeur ajoutée ; la poursuite de la croissance de l'épargne des sociétés leur assurerait de retrouver un taux d'autofinancement largement supérieur à 90 %. Ceci est de nature à repousser, au moins pour une partie des entreprises, l'apparition d'une éventuelle contrainte financière que pourrait faire redouter la croissance rapide du crédit aux entreprises (crédit-bail et crédit de trésorerie). Par ailleurs les craintes nées du krach boursier ont été balayées par la persistance d'anticipations de demande favorables. En revanche, la chute des cours des actions a suscité une vive accélération des opérations portant sur le capital des sociétés cotées (OPA - OPE - Acquisitions de blocs de contrôle). Entretenu par la volonté de préparer l'achèvement du marché commun, ce mouvement est soutenu par les investissements directs des opérateurs non résidents et, tout récemment, complété par une reprise de l'appel public à l'épargne.

L'amplification de l'amélioration de l'emploi salarié...

L'emploi salarié dans les secteurs marchands non agricoles avait significativement progressé en 1987 (0,5 %). En 1988, ce mouvement s'est amplifié (1,3 %), sans rien devoir cette fois aux stages pour les jeunes (SIVP). Parallèlement, les horaires de travail semblent s'être allongés depuis 1986, et le chômage partiel touche désormais moins de cinquante mille personnes. Si le retard avec lequel l'emploi s'ajuste à la production paraît s'être réduit à partir de 1987, l'évolution de l'emploi en 1989 devrait cependant continuer à bénéficier de l'amélioration de la conjoncture en 1988 en sus des effets de la croissance maintenue de la production au premier semestre 1989. L'emploi salarié des secteurs marchands non agricoles augmenterait ainsi d'un peu plus d'un demi point sur le premier semestre 1989, avec même une faible augmentation de l'emploi manufacturier. Cela ne s'était pas produit depuis le premier choc pétrolier.

... contribue à limiter le chômage...

Pour la première fois depuis 1984, le taux de chômage au sens du Bureau International du Travail pourrait descendre au dessous de 10 %. En effet le solde des emplois créés et détruits devrait poursuivre en 1989 son évolution favorable de 1988. L'impact sur le chômage de cette amélioration de l'emploi semble renforcé par une rotation de la main d'oeuvre qui comporterait moins de passages sur le marché du travail, ainsi que par la plus longue durée des contrats d'embauche. A cette réduction économique du chômage s'ajoutent des efforts accrus en faveur des chômeurs de longue durée avec, entre autres, des stages courts de reclassement professionnel. La mise en place du revenu minimum d'insertion pourrait également avoir un effet à la baisse sur le nombre des demandes d'emplois en fin de mois lorsque les bénéficiaires exerceront une activité d'insertion en contrepartie de la prestation offerte.

*... et a des effets positifs
sur le revenu des ménages.*

La masse salariale brute versée par les entreprises non financières non agricoles hors grandes entreprises nationales devrait augmenter de 4,9 % en 1988 après 4,1 % en 1987. Cette accélération provient principalement de celle des effectifs salariés, le taux de salaire ouvrier augmentant régulièrement de 0,8 % à 0,9 % par trimestre depuis le printemps 1987. Le SMIC sera revalorisé au mois de mars ou d'avril 1989.

Dans le secteur public, la masse salariale augmente plus lentement car elle ne bénéficie pas de la même progression de l'emploi que dans le privé. Les augmentations générales qui interviendront dans la Fonction Publique en février et mars, ajoutées à la mise en place du plan de revalorisation des traitements des infirmières, conduisent à une accélération des salaires reçus au premier semestre 1989.

Dès le début de 1988, les prestations sociales reçues par les ménages augmentent à un rythme accéléré en raison de l'épuisement des effets et de l'aménagement du plan Seguin, et des revalorisations des prestations famille et vieillesse. Au premier semestre 1989, la mise en

place du revenu minimum d'insertion devrait s'ajouter aux évolutions structurelles des prestations vieillesse et au retour des prestations santé à leur rythme tendanciel précédant le plan Seguin.

Le ralentissement du pouvoir d'achat ...

Les mesures de financement de la Sécurité Sociale décidées le 30 novembre (hausse d'un point du taux des cotisations vieillesse au 1er janvier et prélèvement de 0,4 % sur les revenus avec l'acompte de mai de l'impôt sur le revenu) pèsent sur le revenu disponible : ce dernier poursuivrait ainsi la légère décélération déjà notée entre le premier et le second semestre 1988 (2,4 % puis 2,1 %), avec une hausse de 1,9 % en glissement au premier semestre 1989. En pouvoir d'achat, le revenu disponible au sens des comptes nationaux trimestriels serait quasi stagnant au premier semestre, après une progression assez régulière en 1988.

En octobre 1988 la consommation de la plupart des produits manufacturés (habillement et automobiles surtout) se serait nettement repliée, la grève des Postes, par son impact sur la vente par correspondance, accentuant les effets néfastes de la douceur du climat sur les achats d'habillement. Novembre et décembre devraient connaître un rattrapage comme le prévoient les détaillants. Cependant un faible repli des achats d'automobile à partir du haut niveau du troisième trimestre devrait conduire à une légère baisse des achats de produits manufacturés par les ménages au dernier trimestre. Au total, compte tenu de la vive croissance de ces achats observée au troisième trimestre, la consommation manufacturée serait encore à un haut niveau au dernier trimestre (+ 2,2 % au dessus du niveau atteint fin 1987).

*... se répercuterait avec délais
sur la consommation.*

Comme il est usuel en cas de ralentissement (surtout non anticipé) du pouvoir d'achat des ménages, leur taux d'épargne devrait baisser transitoirement au premier semestre 1989 permettant à la consommation totale de continuer à augmenter au premier semestre (à un rythme de 1 % environ) tandis que celle de pro-

duits manufacturés stagnerait. Nous n'avons finalement pas retenu l'hypothèse d'un ralentissement plus précoce de la consommation en raison de l'optimisme des ménages et des commerçants dans les dernières enquêtes de conjoncture, ainsi qu'en raison du versement début 1989 des éventuelles primes d'intéressement non prises en compte dans la mesure du revenu.

Une hausse des prix modérée...

Le glissement des prix de détail sur 1988 serait de 3 %. La hausse des prix au second semestre serait supérieure à celle constatée un an avant (1,3 % contre 1 %) en raison de la hausse plus forte des prix alimentaires et des moindres baisses de TVA sur les produits industriels.

Les prix du secteur de l'alimentation sont à présent un facteur d'accélération des prix : leur hausse du second semestre serait au moins double de celle du premier semestre malgré la réduction du taux de TVA sur les boissons non alcoolisées. Cette inflexion est due à un retournement à la hausse des cours des produits exotiques et à des tensions sur le prix des viandes, des produits laitiers et des fruits frais.

En revanche, la hausse des prix des produits manufacturés du secteur privé reste modérée en 1988 : 2,2 % après 2,1 % en 1987 (2,5 % après 2,7 % hors effets TVA et baisse en novembre dernier du prix des médicaments remboursables). Malgré des gains de productivité encore très importants autorisant une baisse des coûts salariaux unitaires, la flambée des cours des matières premières industrielles jusqu'à l'été 1988 pourrait conduire à une légère accélération des prix. Cette tendance se lit en outre dans les enquêtes de conjoncture auprès des industriels et des commerçants.

A la croissance des prix alimentaires plus vive et à la pression sur les prix industriels s'ajouterait l'impact sur les prix de l'énergie de la remontée des cours du brut à un niveau de 15 \$ par baril au deuxième trimestre 1989 : malgré une hausse un peu moins forte du prix de l'ensemble des services privés ou publics, la hausse des prix de détail au premier semestre 1989 serait similaire à celle

observée un an avant (1,7 %) mais en accélération par rapport à celle du second semestre 1988 (1,3 %).

... mais un commerce extérieur fragile.

Dans la phase actuelle de plus grand dynamisme de l'activité, qui s'accompagne d'une accélération de l'investissement et d'une évolution modérée des coûts et des prix, les difficultés du commerce extérieur ne se résorbent pas et continuent de refléter des problèmes d'adaptation de l'offre. En dépit d'une nouvelle réduction du déficit énergétique, en particulier au premier semestre 1988, et d'un excédent agro-alimentaire record, le déficit de la balance commerciale ne se réduirait guère cette année : il serait de l'ordre de - 30 milliards de francs après - 31,5 milliards en 1987.

Cela résulte d'une nouvelle dégradation du solde des produits manufacturés (qui passerait à - 34 Mds environ) succédant aux évolutions, il est vrai plus défavorables, de 1987 et de 1986 (solde 1987 : - 7,9 Mds ; solde 1986 : + 35 Mds ; solde 1985 : + 88,9 Mds en données douanières CAF/FAB). Le premier semestre 1989 pourrait enregistrer une relative stabilisation mais pas de redressement de la situation. Les importations progressent encore plus vite que les exportations de produits manufacturés (respectivement + 11,5 % et + 8,6 % en 1988, en moyenne annuelle).

La vigueur de la demande mondiale, en particulier chez nos partenaires européens (hormis la RFA) et au Japon, ainsi que la stabilisation de la compétitivité prix à l'exportation ont permis d'arrêter fin 1987 et début 1988 le mouvement de perte de parts de marché. Cette situation pourrait se maintenir, grâce en particulier aux secteurs de l'automobile et de la construction aéronautique.

Par contre, alors même que notre demande intérieure progresse moins vite que celle de nos principaux partenaires et que la compétitivité prix à l'importation a cessé de se dégrader au début de l'année, le taux de pénétration du marché intérieur continue de croître rapidement, pour dépasser 34 % en 1988. Les importations de biens d'équipements ont très vivement accéléré (+ 24 % de la mi-1987 à la mi-1988), du fait de la pression de

la demande et de l'insuffisance de l'offre nationale. En 1988, les importations ont couvert 60 % du supplément de demande exprimé pour ce type de biens, que ce soit sous la forme d'investissement, de consommation intermédiaire ou d'exportation. Ceci représente 45 % des importations supplémentaires de biens manufacturés enregistrés en 1988. En outre la consommation, dont le net ralentissement au premier semestre a freiné la croissance des importations, retrouve au second semestre un rythme plus soutenu.

Au premier semestre 1989, en dépit du ralentissement de la consommation, le

déficit du commerce extérieur se stabiliserait au niveau atteint au deuxième semestre 1988. Le solde manufacturier enregistrerait une nouvelle mais plus faible dégradation qui tiendrait notamment à un "effet de base" : alors que les évolutions des importations et des exportations se feraient au même rythme, le montant des premières excède celui des secondes. Il est ainsi difficile de se débarrasser des handicaps légués par une spécialisation industrielle qui s'est avérée peu adaptée aux évolutions récentes de la demande, tant intérieure qu'extérieure. Le chemin de crête suivi actuellement par l'économie française paraît cependant praticable, en dépit de son étroitesse.

₣

₣

₣